



La Commune



Catalogne : La monarchie aux abois

Alors que les poursuites contre les organisateurs du référendum pour l'indépendance catalane continuent, les élections autonomes décrétées par une monarchie minée par la corruption politique ont ratifié la détermination du peuple catalan à rompre avec l'état hérité du franquisme. La mobilisation des masses se heurte néanmoins aux manœuvres des directions bureaucratiques inféodées à cet état.



Oriol Junqueras
(Photo : REUTERS/Jon Nazca/File Photo)

21 décembre : déroute électorale de la monarchie en Catalogne

Réalisées sous l'épée de Damoclès du décret royal, mettant sous sa tutelle la Communauté autonome catalane en vertu de l'article 155 de la Constitution, ces élections constituent un véritable camouflet pour le gouvernement Mariano Rajoy. Tenues sous le chantage de nouvelles poursuites contre les indépendantistes et de menaces de fermetures d'entreprises, elles n'ont pas empêché la mobilisation du peuple catalan, qui s'est traduite par un vote, de nouveau majoritaire, pour la république : 2 062 938 voix sont allées aux indépendantistes - 47,53%, 70 députés - plus que pour le référendum du 1^{er} octobre. C'est le Partido Popular (PP) - 4,24%, 4 députés - qui a fait les frais de ce scrutin au profit de Ciudadanos (C's), son concurrent monarchiste. Le Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC/PSOE) - 13,87%, 17 députés - a confirmé sa crise, payant ainsi sa fidélité à la monarchie. Catalunya en Comú/Unidos Podemos (UP) - 7,45%, passant de 11 à 8 députés - a obtenu, en raison de sa campagne diamétralement opposée à l'indépendance de la Catalogne, la portion congrue.

Manœuvres monarchiques vouées à l'échec

Toutes les manœuvres de la monarchie pour se maintenir en place sont vouées à l'échec car l'application de l'article 155 de mise sous tutelle de l'autonomie catalane a déclenché un processus de désintégration de l'Etat des autonomies mettant à nu son rôle de dernier rempart d'un État prison des peuples.

Tous les appareils politiques et syndicaux (PSC/PSOE, UP, UGT-CCOO) ont travaillé pour essayer de démobiliser la classe ouvrière, comme en octobre, intervenant pour casser la grève générale convoquée par la CGT contre la répression. Ils se retrouvent aujourd'hui dans l'incapacité de stopper ce mouvement

imparable de rupture avec la monarchie. Quelle que soit l'issue momentanée que ces manœuvres produisent, elles ne pourront qu'accroître la volonté des masses de se défaire de leur joug.

« La crise en Catalogne paralyse les institutions » El País

Carles Puigdemont a été contraint à l'exil en Belgique sous peine d'emprisonnement, son vice-président Oriol Junqueras et les dirigeants de l'ANC et Omnium, Jordi Sánchez et Jordi Cuixart sont aujourd'hui incarcérés.

Les tentatives de M. Rajoy, Pedro Sánchez (PSOE) et Albert Rivera (C's) pour empêcher l'investiture du président de la Généralitat, sont destinées à éviter que le tribunal constitutionnel se prononce contre son investiture à distance mais aussi qu'il soit nommé comme président par le roi Felipe VI, qui devrait alors le destituer aussitôt.

Elles ont été déjouées par les mobilisations des masses, celles des travailleurs et de la jeunesse. . C'est pourquoi le Tribunal suprême espagnol a retiré le mandat d'arrêt européen du ministère public, priorisant l'empêchement de cette investiture plutôt que de procéder à la détention du président en exil. Selon le juge du Tribunal suprême, Pablo Llarena, M. Puigdemont rechercherait à être détenu maintenant. Mais il reconnaît que « la situation politique le force à ajourner le mandat d'arrêt jusqu'à un moment - non nécessairement lointain - où l'ordre constitutionnel ne sera pas mis en péril par une détention inopportune ».

Tous ces attermoissements ne font que souligner l'inexistence de l'indépendance judiciaire et l'extrême faiblesse de l'État espagnol devant la mobilisation du peuple catalan. C'est pourquoi il a besoin de la complicité de l'UE qui soutient ce régime déliquescant à bout de bras : le roi Felipe VI a récompensé l'UE avec le prix de la concorde décerné par la Principauté des Asturies et l'a remis au trio Jean-Claude Juncker, Antonio Tajani et Donald Tusk, en guise de remerciement.

Comme le remarque le journal El País : « la crise en Catalogne et les dérives des partis paralyse le fonctionnement des institutions empêchant la promulgation de lois essentielles pour l'État espagnol. La concurrence entre le PP et C's et la débâcle du PSOE et Podemos rendent la gouvernance impossible ».

Non, la Constitution de 1978 n'est pas réformable. Le droit du peuple catalan à disposer librement de lui-même ne peut être accompli que par l'abolition de la monarchie héréditaire de Francisco Franco, l'obstacle principal et incontournable à abattre pour qu'existent des relations libres et véritables avec les autres peuples de l'État espagnol.

À bas la monarchie ! Républiques ! Union des républiques libres de la péninsule ibérique !

***Domingo Blaya,
31 janvier 2018***

Modifié le mardi 13 février 2018

Voir aussi dans la catégorie Catalogne



Catalogne : La monarchie aux abois

Alors que les poursuites contre les organisateurs du référendum pour l'indépendance catalane continuent, les élections autonomes décrétées par une monarchie minée par la corruption politique... »



Dossier Catalogne : Un référendum historique contre la monarchie

L'intervention en Catalogne des forces répressives de l'État espagnol pour empêcher le référendum pour l'indépendance organisé par la Generalitat a mis à nu la véritable nature de la... »